

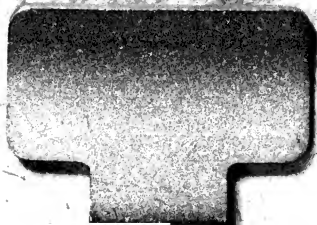
NAZ,
uele III

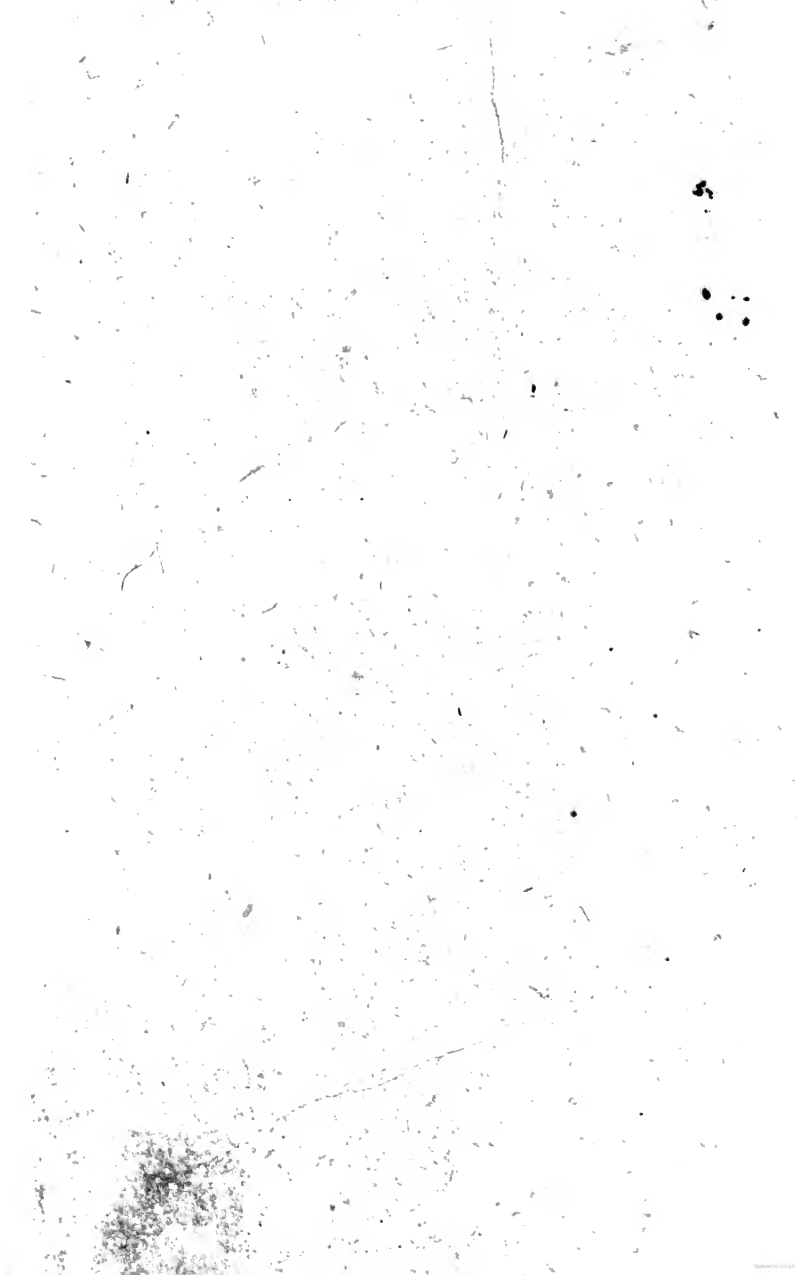
BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XX

B

20







P L A N
POUR REFORMER
LA JUSTICE,
QUE SA MAJESTÉ
LE ROI DE PRUSSE

A DRESSE' PAR SES PROPRES LUMIERES;
Et par lequel la Procédure est réglée d'une manière,
que dans le terme d'un an tous les Procès sont jugés
en première, seconde, & troisième instance.



P. Tange. del. & sculp.

I M P R I M E'
POUR LA SATISFACTION DU PUBLIC.
M. D C C. L.





P L A N

POUR REFORMER

LA JUSTICE,

QUE SA MAJESTÉ

LE ROI DE PRUSSE

A DRESSE' PAR SES PROPRES LUMIERES, &c.

§. I.



LOUIS XIV. a acquis autant de gloire par la Réformation de la Justice que par le grand nombre de Victoires qu'il a remportées sur ses Ennemis. Ce grand Prince fit publier en 1667. le célèbre CODE-LOUIS, & l'on frappa à cette occasion une Médaille, où le Roi est représenté assis sur son Trône, tenant d'une main une Balance, & recevant de l'autre une Epée, qui lui est présentée par la Justice, avec cette Inscription :

LITIVM SERIES RECISÆ.

Et plus bas :

NOVO CODICE LATO (*).

Le Roi n'en demeura pas là. Il fit faire en 1688. une exacte recherche de la conduite des Juges de Province; & l'Académie des Inscriptions voulut transmettre à la Posté-

(*) Voyez la Vie de Colbert, page 157., & Limiers, Explication Historique des Médailles, pag. 83.

Postérité la mémoire de cet heureux Evénement par une Médaille, où le Roi est représenté sur son Trône, donnant des Ordres pressans à la Justice, qui de son côté vole à leur exécution, avec cette Inscription :

TUTATOR POPULORUM.

Et plus bas :

EMENDATI PROVINCILIARUM JUDICES (*).

§. I I.

QUELQUE grande & louable que fût cette Entreprise, elle n'a cependant point produit d'autre effet que de corriger quelques abus de la Procédure, & d'introduire une Procédure uniforme dans toutes les Provinces du Royaume.

Au reste, 1. l'Auteur de la Vic de Colbert a très-bien remarqué, que cette Réformation n'a guères accéléré la définition des Procès, & la raison s'en présente naturellement ; c'est que le CODE est extrêmement succinct, & ne touche qu'un très-petit nombre des Chefs qui regardent les Procès.

2. La Procédure même n'y est pas réglée d'une manière que les Procès puissent passer par les trois Instances, & être jugés définitivement dans le terme d'une année.

3. Enfin le CODE-LOUIS ne règle que la seule Procédure. L'essentiel étoit sans contredit d'avoir un DROIT certain, & de former pour cet effet un CODE, ou un Corps complet de Loix claires & justes, pour servir de règle sûre & invariable dans tous les cas qui peuvent se présenter. C'est à quoi il ne paroît pas qu'on ait pensé jusqu'à présent en France. On y suit dans quelques Endroits le *Droit Coutumier*, c'est-à-dire des

(*) *Limiers*, Année 1688, pag. 109.

des Loix aussi incertaines qu'incomplètes ; & dans d'autres le *Droit Romain*, où il ne régné pas une moindre incertitude.

§. I I I.

LE ROI DE PRUSSE est allé beaucoup plus loin.
1. Ce Prince , qui a des vûes justes & profondes sur toute sorte de sujets , a formé par ses propres lumieres un Plan de Procédure tout nouveau , & établi quelques Principes généraux , sur lesquels on a dressé le *CODE-FRÉDÉRIC*, où l'on trouvera les Réglemens les plus complets qui ayent paru jusqu'à présent sur cette matiere. L'avantage qui distingue principalement cette Procédure de toutes les autres , c'est qu'en la suivant tous les Procès sont terminés dans l'espace d'un an , & lors même qu'ils passent par les trois Instances.

2. Le Roi a bien compris que ce n'étoit pas assez de finir promptement les Procès , si l'on ne pensoit aussi à en diminuer le nombre , & à retrancher ce qui fournit le plus de matiere à la Chicane. Le seul moyen d'y réussir étoit assurément d'établir un Droit certain & solide. Le Roi a ordonné en conséquence , que ce grand nombre de Loix , qui avoient été recueillies sans choix & sans ordre , & qui se trouvoient dispersées dans une foule de Réglemens particuliers , fussent rangées dans un Ordre systématique , pour en former un nouveau *Corps de Droit*, fondé sur la Raison & sur les Constitutions du País. C'est ce qu'aucun Souverain de l'Univers n'avoit pu exécuter jusqu'à présent , & le détail qui va suivre en fournira les preuves.

§. I V.

C'EST DONC avec beaucoup plus de raison que l'Académie des Sciences de *Berlin* a voulu perpétuer la mémoire de ce grand Ouvrage par une belle Médaille, où l'on voit d'un côté la Tête du Roi , & de

l'autre la Justice tenant une Balance, dont les bassins sont suspendus fort inégalement, & le Roi portant son Sceptre sur l'un des bassins, pour les mettre dans un parfait équilibre, avec cette Inscription :

EMENDATO JURE.

§. V.

CE PLAN ayant excité à juste titre l'attention de la plus grande partie de l'Europe, on a été sollicité de plusieurs Endroits, & même par des Puissances, de le communiquer au Public.

§. V I.

LE ROI ayant bien voulu consentir qu'il fût imprimé, on le met au jour tel qu'il se trouve dans l'Instruction que le Grand-Chancelier de Cocceji a reçue de son Souverain. Il contient en substance les XVIII, Articles suivans.

§. V I I.

1. LE PLAN pose d'abord pour fondement inébranlable, qu'on ne doit confier les places de Président, de Conseiller, & même les postes subalternes, qu'à des Sujets qui ayent du savoir, de l'expérience, de la probité, & qui soient à l'épreuve de toute corruption ; que les Avocats aussi, qui seront admis à plaider dans les Colleges, soient tous des gens habiles & integres.

§. V I I I.

2. EN CONSÉQUENCE de cette Règle générale, on ne doit proposer au Roi, pour la Charge de Président, que des Sujets qui ayent une connoissance solide de la Théorie du Droit, & qui, ayant déjà servi dans quelque College, soient versés & rompus dans la Pratique.

On

On doit examiner aussi, si les Sujets proposés ont l'autorité & l'activité requises pour diriger les Affaires, & pour en accélérer l'expédition.

Le Roi a été déterminé par de très-fortes raisons à faire ce Règlement ; parce que, de la manière que les choses ont été établies, les Affaires dépendent principalement du Président, qui est chargé de diriger tous les Procès, d'examiner par lui-même toutes les plaintes que l'on porte contre le College, de revoir au bout de chaque mois les Procès pendans, & en général d'avoir inspection sur les Conseillers & les Avocats.

En faisant ce Règlement, le Roi a déclaré, que lorsque la Noblesse des Provinces, où les Colleges sont établis, pourra fournir des Sujets revêtus des différentes qualités dont on vient de faire mention, son intention Royale est qu'on les emploie préféablement à tous autres.

Au reste, les fonctions d'un Président sont réglées, & amplement décrites au *Titre III. Part. I. du CODE-FRÉDÉRIC.*

§. I X.

3. EN VERTU du même Plan, les Colleges de Justice ne doivent être composés que de Conseillers qui possèdent parfaitement la Théorie du Droit, qui se soient exercés pendant quelques années à la Pratique, & qui soient d'ailleurs reconnus pour être d'une probité incorruptible.

Et afin que les jeunes Gens, qui étudient en Droit, puissent aussi apprendre la Pratique, & se mettre ainsi en état d'exercer un jour des Charges de Judicature, le Roi a trouvé bon d'établir dans tous les Colleges de Justice un certain nombre d'Ecouteurs, & de Référendaires. Ces derniers, qui ne sont reçus qu'après avoir été dûment examinés, font l'office de Corrapporteurs, sans avoir cependant aucune voix décisive. On les em-

ploye aussi dans des Commissions pour les former insensiblement à l'administration de la Justice. C'est de cette espece de Pepinière que l'on tirera des Sujets pour remplir les Charges de Judicature qui viendront à vaquer dans les Provinces.

Comme il est absolument nécessaire, pour l'exécution du Plan indiqué, que les Conseillers ne soient pas distraits de leur travail par des occupations étrangères; le Roi a ordonné (a) qu'aucun Conseiller d'un College de Justice ne puisse être revêtu en même tems d'un autre Emploi, ni chargé de quelque Commission, hors du lieu où le Tribunal est établi. (*Cod. Frid. Part. I. Tit. VI. §. 11.*)

(b) De plus, il est défendu expressément aux Conseillers de recevoir des Parties aucun Present en argent ou en vivres, ni directement ni indirectement, ni avant ni après la Sentence, ni de souffrir seulement qu'on leur promette quelque gratification. (*Ibid. Tit. I. §. 16. & seq.*)

(c) Les Conseillers ne participent point aux Epices, quelque nom qu'elles puissent avoir. Les Droits mêmes qui reviennent des Commissions dont ils sont chargés doivent tous rentrer dans la Caisse des Epices. (*Ibid. Tit. VI. §. 25.*)

(d) Ceux qui intentent quelque Action personnelle, ou réelle, contre un Conseiller, ne sont pas astreints à le tirer en Cause devant le Tribunal dont il est Membre. Il leur est libre de le poursuivre devant le Conseil-Privé de Justice qui est établi à *Berlin*, où le Défendeur sera tenu de répondre, afin que le Plaignant n'ait aucun sujet d'appréhender que la faveur des Juges ne soit pour leur Collegue, & que le College aussi soit exempt de tout soupçon de partialité. (*Part. I. Tit. VI. §. 21.*)

(e) Un autre Règlement fort salutaire que le Roi a fait sur ce chapitre, c'est que les Conseillers surchargés

chargés de dettes feront incessamment congédiés ; surtout quand il sera à craindre que les choses n'en viennent à un *Concours*.

On peut voir au reste au *Titre VI. Part. I. du Code-Frédéric* en quoi consiste proprement l'office des Conseillers.

§. X.

4. COMME les Avocats peuvent contribuer plus que personne à accélérer les Procès, il a été statué :

1. Qu'aucun Avocat ne sera reçu à plaider dans les Justices Supérieures qu'il ne soit d'une honnête Famille, & qu'après avoir acquis une connoissance solide du Droit, il n'ait travaillé au moins pendant quatre ans, ou dans les Justices inférieures, ou auprès de quelque célèbre Avocat ; & afin qu'on puisse mieux juger de sa capacité, il ne doit être admis qu'après avoir subi un Examen exact & rigoureux. (*Part. I. Tit. XIV. §. 4.*)

2. Il est ordonné qu'à l'avenir les Avocats feront aussi l'office de Solliciteurs, & dirigeront par eux-mêmes tous les Procès dont ils seront chargés.

Pour arriver à cette fin, le Roi a jugé à propos de casser les Procureurs & Solliciteurs, qui, ruinant les Sujets par les droits exorbitans qu'ils en tiroient, étoient d'ailleurs la grande cause de la mauvaise administration de la Justice, & de tous les defordres qui s'étoient glissés dans le Barreau. Il leur a été défendu, sous peine d'être mis à la Brouette, de se mêler à l'avenir d'aucun Procès. Par cette disposition le Roi a obtenu qu'on ne voit plus les êtres & les fraix multipliés sans aucune nécessité, ni deux hommes, qui servoient dans un même Procès, s'imputer réciproquement les fautes qui se commettoient, & les mauvais succès qui en étoient la suite.

§. X I.

5. COMME il est souvent arrivé aux Officiers du Fisc de passer les bornes de leur Commission , & d'exercer dans la plupart des Provinces mille vexations contre les Sujets de Sa Majesté, le Roi, pour remédier à cet abus , a défendu 1. aux Officiers du Fisc, sous peine d'être cassés , d'entreprendre aucune Information contre la Noblesse , ni contre les autres Sujets, qu'ils n'aient premièrement examiné à fond la nature du cas , & qu'ils ne l'aient proposé au *Département de la Justice*, dont ils seront obligés d'attendre les Ordres, pour commencer la poursuite générale, ou particulière , qui leur sera déferée. (*Cod. Frid. Part. IV. Tit. V. § 1. 2. 3. 4.*)

2. Afin que les Sujets du Roi ne soient plus molestés par les Officiers du Fisc, qui intervenoient souvent dans les Procès, ou qui en intentoient eux-mêmes, sous prétexte de soutenir les intérêts du Roi & du Public , on a spécifié dans le CODE-FRÉDÉRIC, toutes les matières qui sont du ressort du Fisc , & les cas où il est en droit d'intervenir. (*Ibid. §. 12. & seq.*)

3. Il a été statué encore , que les Officiers du Fisc , qui poursuivront une Cause injuste , ou qui pousseront par toutes les Instances des Causes qui ne sont d'aucune importance, seront condamnés à payer de leurs propres deniers tous les dépens du Procès. (*Ibid. §. 18.*)

4. Le Roi a fait déclarer en même tems à tous les Colleges de Justice:

(a) „ Que ceux qui jouissoient dans le tems de son Avénement au Trône de quelcun de ces „ Droits qui appartiennent à la Couronne , & qui „ sont connus en *Allemagne* sous le nom de *Regalia*, „ doi-

„ doivent être maintenus dans leur possession , sans
 „ qu'il soit permis aux Officiers du Fisc de les y
 „ troubler de quelque maniere que ce soit.

(b) „ Qu'il est défendu aux Officiers du Fisc,
 „ sous peine d'être cassés, & même punis corporel-
 „ lement, de chicaner, & de fouler par des Procès,
 „ aucun des Sujets du Roi, & principalement la
 „ Noblesse.

(c) „ Enfin, que toutes les fois qu'il s'agira de
 „ choses de peu d'importance, Sa Majesté aime mieux
 „ relâcher & perdre quelque chose de ses Droits,
 „ que de voir tourmenter ses bons & fidèles Sujets
 „ par des Procès; parce que, dans de pareils cas, la
 „ perte est peu considérable pour le Souverain, au
 „ lieu que les Vassaux & les Sujets, qui servent le
 „ Roi de leurs biens & de leur sang, sont souvent
 „ totalement ruinés par de semblables Procès. (*Ibid.*
 „ §. 18.

On trouvera dans l'Histoire peu d'exemples d'une
 pareille générosité, qui est cependant la plus belle
 vertu des Rois.

§. XII.

6. POUR VENIR aux Procès-mêmes, le Plan du
 Roi porte, que les Avocats seront avertis de ne pas
 se charger indifféremment de toute sorte de Procès,
 mais d'examiner mûrement, avant qu'e d'intenter une
 Action, si la Cause est juste, & de prendre pour cet
 effet d'exactes informations de la nature & des cir-
 constances des faits qui servent de fondement à l'Ac-
 tion.

La maniere dont on doit prendre ces Informations,
 est amplement détaillée au *Titre XIV. §. 10. du Code-
 Frédéric*. En voici l'Abregé.

1. Il faut que l'Avocat examine avec soin les Par-

ries mêmes qu'il doit servir, ou les Dédutions qu'elles lui font remettre; & si la Cause ne lui paroît pas fondée en Droit, il ne doit pas s'en charger.

2. S'il manque quelque chose aux Instructions qu'on lui donne, & qu'il ait quelque doute sur des Articles qui ne lui paroissent pas assez éclaircis, il faut qu'il demande une plus ample information.

3. Il doit examiner si le Tribunal, où il doit plaider, est Juge compétent de la Cause dont on veut le charger, & des personnes contre lesquelles l'Action doit être intentée.

4. Il doit s'informer aussi si les Parties jouissent de leurs droits, ou si elles sont encore Mineures; & dans ce dernier cas il faut, qu'avant d'entamer le Procès, il ait soin de faire établir des Tuteurs aux Demandeurs ou aux Défendeurs qui n'en auront point.

5. Il doit s'informer encore si le Demandeur & le Défendeur n'ont pas des Consorts qui soient engagés ou intéressés dans la même affaire.

6. Sur toutes choses il faut qu'il examine avec une grande attention les Lettres, Documens, & Titres qu'on lui produit, afin de se mettre en état de juger s'ils suffisent pour fonder la Plainte.

7. Au défaut de Pièces & de Documens, il faut qu'il indique à sa Partie la manière dont elle pourra faire sa Preuve.

8. Quand le fondement d'une Plainte doit être justifié par Témoins, l'Avocat, avant d'intenter l'Action, est obligé de s'informer du Nom, du Domicile, & des Qualités des Témoins, & de préparer de cette manière sa Preuve; parce qu'à l'avenir on n'accordera plus de délai à celui qui doit fournir la Preuve.

9. Après que l'Avocat aura pris toutes ces Informations, il doit avoir soin (NB.) d'en dresser un Protocole, & de se munir de Procurations de toutes les Parties intéressées.

10. Il faut enfin que l'Avocat dresse la Requête introductive avec tout le soin dont il est capable, & qu'il forme sa demande sur les Prémises qu'il aura posées. L'Avocat de la Partie adverse est aussi chargé de dresser ses Exceptions d'une manière solide & circonstanciée.

11. Au reste, afin que les Tribunaux puissent s'assurer que les Avocats ont pris, avant de commencer le Procès, toutes les précautions que l'on vient d'indiquer, il a été statué, que toutes les fois que l'une ou l'autre des Parties fera naître des Incidens qui n'auroient aucun lieu si l'on avoit satisfait à la teneur de l'Ordonnance, il sera permis au Président de demander aux Avocats le Protocole des Instructions qu'ils ont reçues, de l'examiner, & de punir ceux qui se trouveront avoir négligé quelcune des informations prescrites par le Règlement.

Au moyen de ces Informations que les Avocats sont obligés de prendre, le Roi a pleinement remédié à plusieurs inconvéniens qui étoient inévitables dans la Procédure ordinaire.

1. La plupart des Incidens qui arrêtoient le cours des Procès sont coupés à la racine.

2. Les Avocats n'ont plus occasion de demander des délais, sous prétexte de faire une plus ample information.

3. Quand une Cause est instruite dès le commencement de la manière prescrite par cette Ordonnance, les Ecritures qu'il faut faire pour la seconde & troisième Instance ne sauroient donner beaucoup de peine à l'Avocat, & ne demandent pas un grand détail.

§. XIII.

7. LE PLAN du Roi porte, qu'avant de donner Sentence, & même dès le premier terme que l'on fixera aux Parties, un Conseiller du College doit être

chargé de tenter un Accommodement amiable entre elles, & que lors même que le Conseiller ne réussit pas dans sa Commission, les Parties & leurs Avocats doivent être renvoyés jusqu'à l'Audience prochaine, pour voir si dans cet intervalle ils pourront s'accommoder.

Le Roi a jugé avec raison que les Procès diminueroient de la moitié, si les Chambres de Justice prenoient la peine de tenter un Accommodement entre les Parties, avant qu'elles soient aigries par de longues Procédures; sur-tout lorsque les Avocats sont des gens de probité, qui, entrant dans les vûes du Maître, ne se proposent que le bien de leurs Cliens, & ont assez de desintéressement & de bonne foi, quand une Cause leur paroît litigieuse, pour en avertir la Partie qu'ils servent.

Comme l'expérience prouve que dans le commencement d'un Procès les Parties se montrent ordinairement roides, & ne se prêtent guères à un Accommodement, le Roi a trouvé bon, qu'après que le Conseiller, nommé pour cela, aura tenté la voye d'accommodement, & proposé le pour & le contre aux Parties & à leurs Avocats, on leur donne un délai de quelques jours, afin qu'ils puissent réfléchir plus mûrement sur ce qu'on leur a représenté, & se porter d'eux-mêmes à un accommodement.

Il faut rendre cette justice aux Tribunaux & aux Avocats du Duché de *Poméranie*, qu'ils se distinguent véritablement sur tous les autres par les peines qu'ils se donnent pour accommoder les Parties, & par la dextérité avec laquelle ils s'y emploient.

On peut voir au *Titre 7. Partie III. du Code-Frédéric* comment les Juges doivent s'y prendre pour tenter la voye d'Accommodement, & de quelle manière les Avocats qui réussissent dans cette occasion doivent être récompensés.

§. X I V.

8. LE ROI a posé pour Article fondamental de son Plan, qu'il sera défendu aux Avocats, sous peine de perdre leur emploi, d'exiger ni de recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, leurs droits & vacations avant que la Cause ait été jugée définitivement dans chaque Instance, & que les droits de l'Avocat aient été modérés & réglés par la Sentence.

Le Roi a ordonné en même tems, que les Avocats qui défendront une mauvaise Cause, qui seront convaincus de multiplier inutilement les Procédures, de traîner les affaires en longueur, d'avoir accumulé, dans les Pièces d'Ecriture qu'ils présentent, des redites & des choses étrangères au sujet, seront condamnés par la Sentence non-seulement à perdre leurs vacations au profit de la Caisse des Epices, mais encore à être punis arbitrairement suivant l'exigence du cas.

Il est facile de comprendre que ce Règlement lie, pour ainsi dire, les mains aux Avocats, qui n'ont plus le moyen de faire traîner les Procès, de promener les Parties par les tours & détours de la Chicane, ni de les rançonner par des Comptes exorbitans.

Au contraire, si un Avocat veut être payé de ses fraix & vacations, il faut qu'il écarte tous les vains Incidens qui pourroient faire traîner le Procès, & qu'il instruisse & pousse la Cause d'une manière à pouvoir bientôt obtenir un Jugement définitif.

D'ailleurs, s'il veut être sûr de ses fraix & de son salaire, il faut qu'il prenne garde de ne se pas charger d'une mauvaise Cause, d'éloigner toute chicane, & d'être concis dans ses Ecrits ; faute de quoi il doit s'attendre à perdre ses vacations au profit de la Caisse des Epices, & même à être puni arbitrairement.

Enfin, comme les Avocats sont obligés, lorsqu'une Cause est en état d'être jugée, de remettre aux Actes
un

un Compte spécifié de leurs fraix & vacations, ils n'ont plus les moyens de rançonner les Parties; parce que le Rapporteur est chargé de revoir & de modérer les Comptes de l'Avocat, & de déterminer par la Sentence la somme qui lui est adjugée.

§. X V.

9. IL EST défendu aux Présidens, & aux Conseillers qui servent dans une Chambre des Justice, aussi bien qu'aux Subalternes, de recevoir des Parties aucunes Epices, quelque nom qu'on puisse leur donner. Les Epices entrent toutes dans une Caisse, où l'on en tient un compte exact.

Personne n'ignore qu'il venoit autrefois de toutes les Provinces du Royaume une foule de griefs contre les fraix immenses que les Commissions & les Expéditions causoient aux Parties; on se plaignoit amèrement tant de la partialité marquée des Juges & des Commissaires que des extorsions & des pilleries qu'ils commettoient. On a pleinement remédié à cet abus, en assignant aux Conseillers & aux Subalternes une somme fixe sur la Caisse des Epices, dans laquelle les revenus d'une année demeurent toujours en réserve; & depuis que les choses ont été établies de cette maniere, il doit leur être assez indifférent qu'il entre peu ou beaucoup dans cette Caisse, parce qu'ils ne sauroient y gagner ni perdre.

Il n'y a pas jusqu'aux fraix des Commissions qui ne soient payés de cette Caisse, à laquelle ils sont ensuite remboursés par les Parties; desorte qu'il n'est pas possible que les Commissaires pillent les Parties, ni que les Parties corrompent les Commissaires.

§. X V I.

10. D A N S tous les Colleges où la Justice est admi-

ministrée, les Expéditions se font d'office, & on les prend au Greffe sans en rien payer.

Avant ce nouvel établissement personne ne pouvoit tirer ses Expéditions de la Chancellerie sans les payer argent comptant. Mais comme les Parties n'étoient pas toujours en état d'en faire les fraix, ni les Avocats d'humeur d'en faire l'avance, il arrivoit de-là que les Expéditions demeuroient quelquefois à la Chancellerie pendant des mois entiers. Il en arrivoit encore, que quand on demandoit à des Tribunaux inférieurs un rapport sur quelque affaire, la Relation ne venoit souvent qu'au bout de l'an, & qu'en attendant le Procès demeuroit suspendu; sans faire mention encore de plusieurs autres inconvéniens qui résultoient de cette maniere d'agir.

En vertu de la nouvelle Constitution, les Requêtes sont distribuées au Rapporteur, decretées & expédiées au bout de trois ou quatre jours, tout au plus. *Voyez les* §. 17. & 18. A cette fin on met tous les jours à la porte de l'Audience une Affiche, qui spécifie, article par article, les Causes qui sont expédiées, afin que chaque Avocat puisse retirer ses Expéditions. Au cas qu'il ne le fasse pas dans la matinée, les Messagers de la Chambre lui portent l'après-midi les Expéditions dans sa Maison, à ses dépens.

Cependant afin que la Caisse des Epices puisse être sûre de percevoir ses Droits, les Avocats sont obligés d'en répondre, & même d'en faire les avances; mais seulement (N.B.) jusqu'à la *Définitive* de chaque Instance. En récompense, quand ces Avances ont été allouées à l'Avocat par la Sentence, les Parties qui refusent de le rembourser y sont contraintes par voye d'Exécution, & sans que l'Avocat soit obligé de faire aucuns fraix pour obtenir son remboursement.

Les Avocats n'ont aucune raison ne se plaindre qu'on les oblige à faire ces avances. D'un côté, elles
sont

sont peu considérables, les Expéditions se réduisant aux deux Pièces principales qu'il faut signifier à la Partie ; de l'autre, ils en sont bientôt remboursés, chaque Instance finissant au bout de trois ou quatre mois ; à quoi il faut ajouter encore que les fraix des Commissions, non plus que ceux de l'audition des Témoins, ne regardent point les Avocats.

§. XVII.

11. LE ROI a corrigé un autre abus qui n'étoit pas moins onéreux au Public, & qui consistoit à présenter Requête sur Requête sur un même sujet. Pour y remédier il a été ordonné, que lorsque les Parties auront à demander quelque chose (N.B.) qui regarde l'instruction du Procès, elles ne le feront plus par écrit, & qu'elles se contenteront de proposer la chose verbalement en pleine Audience, & en la présence de tous les Avocats.

Il est constant que par l'ancienne Constitution les Actes d'un Procès se trouvoient tellement multipliés, qu'à peine pouvoit-on y déterrer les Pièces principales. Il falloit que le Rapporteur digérât l'ennui de lire des Volumes entiers, & de passer en revue une foule de Pièces inutiles qui ne touchoient point au fait.

Ce qu'il y avoit encore ici de plus fâcheux, c'étoit 1. que les Parties faisoient dresser leurs Requêtes par des Procureurs ignorans, ou par des gens sans aveu, qui n'avoient aucune idée du Droit, ni de la Pratique : d'où il arrivoit que le fait & l'état de la Cause n'étoient jamais bien posés, & que la plupart des Demandes étoient opposées au Droit & à la teneur des Actes ; ce qui n'empêchoit pas que des Avocats affamés n'apposassent leur signature au bas de la Requête, pourvu seulement qu'ils en fussent payés. 2. On présentait ensuite ces Requêtes à un Conseiller déjà gagné,

gné, qui donnoit sur la Requête un Decret précipité, & dicté par l'interêt plutôt que par la justice. 3. Il étoit inévitable après cela que de pareils Decrets ne fussent révoqués sur les représentations de la Partie contraire; desorte que l'on voyoit souvent dans une même Cause Decret contre Decret, & autrefois des Procès intentés, continués, & renouvelés par plusieurs Rescripts immédiats, qui avoient été surpris & extorqués à la Cour. 4. Enfin, comme ces Requêtes ne pouvoient être dressées, présentées, expédiées, & signifiées sans emporter beaucoup de tems & de fraix, elles ne servoient proprement qu'à éterniser les Procès, & à ruiner les Sujets.

Les Remontrances verbales, que le Roi a prescrites, préviennent tous ces desordres. Il faut avertir cependant que le Plan présuppose :

1. Que les Avocats ne doivent proposer verbalement que les seules choses qui regardent l'instruction d'un Procès, comme lorsqu'il s'agit de demander un délai, de remettre une Pièce d'Ecriture, d'obtenir la publication d'une Enquête, ou l'exécution d'une Sentence &c.

2. On suppose que les deux Parties auront leurs Mandataires, autorisés par des Procurations qui doivent paroître aux Actes; aussi longtems qu'elles n'ont pas satisfait à cette condition, il faut que toutes les demandes se fassent par écrit.

3. Il faut que tous les Avocats comparoissent en personne, ou par leurs Substituts, aux Audiences, sous peine de 2. Risd. d'amende.

4. Il faut que chaque Avocat expose verbalement ce qu'il a à demander.

5. Si l'Avocat de la Partie adverse a quelque chose de relevant à opposer, il est obligé de le faire sur le champ, & en peu de mots.

Il est permis encore au Remontrant de repliquer,
s'il

s'il le juge nécessaire, & à la Partie opposée de dupliquer.

6. Ces Remontrances verbales sont portées sur deux Plumitifs, dont l'un est joint aux Actes du Procès, avec le Decret que les Juges ont donné sur les exposés.

7. Après que tous les Avocats ont proposé successivement leurs Demandes, & qu'ils se sont retirés, les Juges se font représenter les Actes, lorsque la chose est jugée nécessaire, & les Decrets sont incontinent dressés, ou par le College entier, ou par la seconde Chambre, lorsque le College est composé de deux Sénats; & s'il se trouve que les Demandes ou Exceptions de quelque Avocat soient contraires aux Régles du Droit, ou à la teneur des Actes, il est condamné à une amende de 2. jusqu'à 5. Risd.

8. Lorsqu'un Avocat ne se trouve pas en état de répondre sur le champ à une Remontrance, & qu'il demande de pouvoir consulter au préalable les Actes du Procès, la chose ne lui est pas refusée; mais il faut aussi qu'il réponde, sans aucun délai, à la plus prochaine Audience.

9. Les Decrets que l'on dresse à la fin de chaque Séance sont lus & publiés à l'Audience suivante, en présence de tous les Avocats.

10. Les Avocats qui se croient grevés par quelqu'un des Decrets que l'on vient de publier, ont la liberté de faire leurs remontrances immédiatement après la Publication du Decret; mais ce qui est ensuite ordonné sur ces représentations à force de chose jugée.

Cette maniere de procéder est, pour ainsi dire, l'ame de la nouvelle Constitution, & rien ne contribue plus efficacement à la prompte décision des Procès. En effet (a) l'Avocat d'une Partie ne pouvant rien demander aux Juges que celui de l'autre Partie ne soit aussi présent, tout ce qui sert de matiere à la chicane est coupé à la
raci-

racine; les voyes de Subreption & d'Obreption, ouvertes autrefois à ceux qui présentoient Requête par écrit, se trouvent entièrement fermées aux Plaideurs. Les Decrets se donnant toujours avec connoissance de cause, il n'est plus à craindre qu'il n'intervienne dans une même Cause des Decrets contradictoires. (b) Les Parties ne sont plus obligées, ni de proposer par écrit ce qu'elles croient avantageux à leur Cause, ni d'attendre longtems une résolution, ni de se mettre en fraix pour les Droits d'Expéditions, ces Remontrances verbales, qui ne coûtent rien aux Parties, se faisant *gratis*, & chaque Partie recevant son Decret au bout de trois jours. (c) Les Actes aussi d'un Procès ne sont point chargés de Requêtes superflues, & ne consistent que dans les quatre principales Pièces d'Ecriture. On trouvera peu de Procès dont les Actes passent dans chaque Instance l'épaisseur de deux doigts; ce qui est sans contredit un grand soulagement pour un Rapporteur, qui est obligé de lire d'un bout à l'autre toutes les Pièces.

§. XVIII.

12. EN ORDONNANT aux Avocats de proposer verbalement tout ce qui regarde la simple instruction d'un Procès, le Roi a remédié en même tems aux pernicioeux abus où l'on étoit tombé par rapport aux Requêtes qu'il faut nécessairement présenter par écrit; parce que le fond même de la Cause y est exposé. C'est le but d'une Ordonnance particuliere qui règle la maniere dont le Président doit distribuer ces Requêtes, & le Rapporteur en rendre compte.

On sent bien que s'il y avoit de grands abus par rapport aux Requêtes qui regardoient la seule instruction d'un Procès, il a du s'en commettre d'infiniment plus considérables encore à l'égard de celles qui touchoient l'essence même de la Cause. Ces Pièces prin-

principales, d'où dépend la décision d'un Procès, étoient dressées par des Procureurs ignorans, qui, n'ayant aucune idée du Droit, étoient incapables de former une conclusion saine & légale : souvent le Procureur, au lieu de faire lui-même la Requête, en chargeoit de petits Etudians, à qui la présomption tenoit lieu de savoir, ou d'autres gens sans aveu.

Le CODE-FREDERIC a prévenu ces desordres, en ordonnant *Part. II. Tit. 4.*

1. Que les Procureurs s'abstiendront, sous peine d'être mis à la Brouette, de dresser aucune Requête, ce soin devant être laissé uniquement aux Avocats, qui par cette raison demeureront aussi seuls responsables du contenu des Requêtes.
2. Que ces Requêtes seront remises au Greffe (*), & non ailleurs.
3. Que le Greffier enverra tous les jours au Président les Requêtes qui auront été présentées, avec un Rôle où elles soient cottées; & que le Président les distribuera sans aucun délai entre les Conseillers du College.
4. Que le Rapporteur étant ainsi nommé, on lui enverra les Actes du Procès avec la Requête, afin qu'il puisse la decreter avec connoissance de cause.

Les Conseillers sont chargés après cela

5. De mettre par écrit un court Extrait de la Requête, sur lequel
6. Ils proposent le lendemain l'affaire en plein Sénat, & dressent l'Arrêt qui doit être rendu.
7. Ce Decret est d'abord remis à la Chancellerie pour y être expédié:
8. Et l'expédition même est encore revue le même jour

(*) L'Allemand porte à celui qui tient la Registrature.

jour par le Conseiller qui a donné le Decret :

9. Et ensuite mise au net par les Clercs de la Chancellerie.

10. On a vu au §. 16. qu'aussitôt qu'une affaire est ainsi expédiée les Avocats en sont avertis par une Affiche , afin que chacun puisse retirer ses expéditions.

En vertu de ces Réglemens, les Requêtes sont réponduës & decretées dans le terme de quatre jours, tout au plus ; il n'en coûte plus rien pour les faire solliciter, ou signifier ; & comme on ne donne aucun Decret sans avoir consulté les Actes du Procès, il n'est guère possible qu'un Decret déroge à l'autre.

§. X I X.

13. L'E R O I a ordonné, que tous les Appels & Remedes de Droit soient reçus indistinctement, tant en seconde qu'en troisième instance, par où le Serment que l'on étoit obligé de prêter pour être reçu Appellant, les Lettres Rogatoires & Compulsoires deviennent inutiles, aussi-bien que celles qui étoient connues autrefois en France, & qui le sont encore aujourd'hui en Allemagne sous le nom d'Apôtres.

L'ancienne Constitution avoit cet inconvénient, qu'il se passoit quelquefois des mois & des années avant qu'on eût décidé la seule question si l'Appel devoit être reçu ou rejeté ? Les Parties, après avoir été déboutées deux, trois, & plus de fois, prenoient la résolution de s'adresser en Cour, & obtenoient souvent par des Rescripts du Conseil un Bénéfice que les Juges ordinaires leur avoient refusé.

On a montré dans le *Projet d'Ordonnance pour le Tribunal Tit. IX. §. 2. (*)* combien il étoit difficile
autre-

(*) Il s'agit ici du Tribunal suprême qui est établi à Berlin, & qui connoît en dernier Ressort des Causes qui n'ont pu passer en Province par les trois Instances.

autrefois de mettre en train un Procès qui avoit été porté en troisième instance devant ce Tribunal. Il est connu qu'il s'écouloit quelquefois des années entières avant que l'affaire fût seulement entamée.

Le Roi a donc eu de très-fortes raisons pour ordonner que tous les Appels soient reçus ; parce que la poursuite d'une instance ne demande tout au plus que quatre mois, & qu'il importe beaucoup plus aux Parties de voir décider dans ce court espace de tems l'affaire principale, que de contester pendant des années pour savoir si l'Appel est admissible.

Il s'entend au reste, qu'il ne s'agit ici que des Causes qui sont d'une nature à pouvoir être portées par Appel à la seconde & troisième Instances. Toutes les fois au contraire qu'il est question d'une affaire où ni l'Appel ni la révision n'ont aucun lieu, le Juge de première instance est tenu de procéder à l'exécution de la Sentence sans aucun égard à l'Appel.

§. X X.

14. LE ROI a aboli de son propre mouvement un autre usage véritablement ruineux, qui, outre les frais considérables qu'il causoit aux Parties, contribuoit encore beaucoup à faire traîner les Procès ; c'étoit d'envoyer les Actes d'un Procès à quelque Université, qui les renvoyoit ensuite avec la Décision, & la Sentence toute dressée.

Car, sans alléguer que les Universités ne se pressent pas de renvoyer les Actes, & les retenoient quelquefois au-delà d'un an, il est d'ailleurs connu que les Membres opinans d'une Cour de Justice sont en plus grand nombre que les Professeurs qui forment dans une Université la Faculté de Jurisprudence. Ces Facultés n'établissent point de Corraporteurs, & passent quelquefois fort légèrement sur les affaires. L'expérience a d'ailleurs montré que ces Facultés manquent souvent

souvent de Sujets qui soient aussi exercés dans le Pratique, qu'ils sont versés dans la Théorie: d'où il arrivoit qu'on étoit souvent obligé de supprimer & d'ôter des Actes ces Décisions étrangères, comme étant nulles & sans valeur; ce qui servoit non-seulement à prolonger les Procès, mais encore à causer double dépense aux Parties.

Au lieu d'envoyer les Actes d'un Procès à quelque Université, le Roi a donc jugé qu'il étoit plus expédient d'établir des Cours de Justice, qui dans quelques Endroits sont partagées en trois Chambres ou Sénats, & les Procès y passent par les trois Instances, sans qu'il en coûte beaucoup de fraix ni de formalités.

Dans d'autres Endroits le Roi n'a formé que deux Sénats; & dans ce cas la troisième Instance est portée devant le Tribunal dont on a fait mention à la Note du §. 19.

A l'égard des petites Provinces qui n'ont besoin que d'un seul Sénat, il faut que l'Instance d'appel soit instruite par le Juge *à quo*, qui envoie ensuite les Actes par voye de Commission à la Régence la plus voisine, pour prononcer en la Cause. Quand l'une des Parties juge à propos de se pourvoir en Révision, ou en troisième Instance, les Actes sont pareillement envoyés au deuxième Sénat de la même Régence, ou au Tribunal, supposé que la Régence n'ait qu'un seul Sénat.

On laisse d'ailleurs au choix du Demandeur en Révision de porter, s'il le juge à propos, la troisième Instance au Tribunal susmentionné.

Comme les Cours de Justice sont toujours composées de 6 - 8. jusqu'à dix Conseillers, qui sont tous des gens d'expérience, on établit pour chaque affaire un Rapporteur & un Corrapporteur; & comme les raisons de décider sont toujours insérées dans

la Sentence qui doit être prête dans la quinzaine, il est incontestable que les Sujets du Roi peuvent se promettre une meilleure & plus prompte justice de la part d'un Sénat nombreux & respectable, que d'une Université étrangere.

§. X X I.

15. SUIVANT le Plan du Roi, il faut qu'à l'avenir tous les Procès soient finis dans l'espace d'un an, & lors même qu'ils passent par les trois Instances. Après la troisième Instance, il n'y a plus ni Appel, ni Remede ultérieur, non pas même pour Cause de nullité.

On ne s'astreignoit pas scrupuleusement à cette Règle avant la nouvelle Réforme. On accordoit quelquefois dans une même affaire quatre & plus d'Instances; & quand elles étoient toutes passées, on trouvoit encore le moyen d'extorquer à la Cour des Commissions qui étoient chargées de revoir le Procès.

La nouvelle Constitution remédie à tous ces inconvéniens. D'un côté, on doit supposer naturellement, que les Avocats ont pleinement instruit la Cause principale dans la première Instance, & qu'au cas qu'ils aient omis quelque chose, ils y ont suppléé dans la seconde & troisième; de l'autre, il est à présumer que ce que trois Chambres, composées de gens éclairés & integres, ont décidé être juste, doit l'être effectivement. Ainsi à moins qu'on ne veuille rendre les Procès éternels, on ne voit pas que personne ait sujet de se plaindre, si, après avoir passé par les trois Instances, on refuse de l'écouter ultérieurement.

Le Roi a donc eu de très-fortes raisons pour établir cette Règle, *que les Procès doivent être finis après avoir passé par les trois Instances, & pour étendre*

dre même la Règle au cas où deux Sentences conformes sont réformées par la Sentence de la dernière Instance.

A la vérité il paroît dur qu'une Partie perde par une troisième Sentence ce quelle avoit gagné par les deux précédentes. Mais le Roi a prévenu cette apparence d'injustice par un Règlement qui porte, que lorsqu'on aura lu dans une Cour de Justice les Relations du Rapporteur & du Corrapporteur, & que les avis de la Cour paroîtront aller à réformer les deux Sentences précédentes, dans ce cas-là on doit envoyer successivement à tous les Conseillers les Actes du Procès, après en avoir ôté cependant les Rapports, qui doivent être cachetés & gardés séparément. Après que les Conseillers auront lu les Actes, & mis par écrit leur avis, avec les raisons de décider, ils l'enverront dans un Billet cacheté au Président, qui fera lire ces avis en pleine Assemblée, pour prononcer ensuite la Sentence suivant la pluralité des Voix.

Comme cette dernière solennité est dans le fond une quatrième Instance, il est juste que la Décision soit sans Appel; d'autant plus qu'il est à présumer non-seulement que les Parties n'auront rien épargné pour justifier & pour éclaircir leurs droits, au moyen des Actes précédens, mais aussi que les Juges de cette dernière Instance auront mieux examiné l'affaire.

Quoi qu'il en soit, comme il n'y a point de Constitution si parfaite qui ne porte avec soi quelque inconvénient, il vaut sans contredit infiniment mieux qu'un ou deux Particuliers souffrent le tort qui peut leur être fait en pareille occasion, que de permettre une quatrième Instance, qui a ruiné, & qui ruineroit encore des Familles entières &c. On peut appliquer ici à juste titre ce mot de Tacite, *privatas injurias utilitate publica pensari*.

§. X X I I.

16. LE ROI a compris parfaitement qu'une bonne Ordonnance serviroit à la vérité à abréger considérablement les Procès ; mais que le nombre n'en seroit point diminué aussi longtems que l'on conserveroit, ou le *Droit Romain*, dans lequel il régne une si grande confusion, ou des Droits particuliers, & sur-tout cette multitude innombrable d'Edits & de Statuts qui étoient en vigueur.

Par ces raisons Sa Majesté a ordonné que l'on projetât un nouveau Corps de Droit, dont les Loix fussent uniquement fondées sur la saine Raison & sur la Constitution du País.

Ce Projet a été exécuté, & la première Partie en a déjà paru sous le titre qui suit.

P R O J E C T

D E S

CORPORIS JURIS FRIDERICIANI;

C'est-à-dire, Corps de Droit pour les Etats de S. M. le Roi de *Prusse*, dont les Loix sont fondées sur la Raison & sur les Constitutions du Pais.

DANS CE PROJET, on commence par poser certains Principes généraux qui découlent des lumieres naturelles, & qui sont en quelque maniere cachés dans le *Droit Romain*; & on se sert ensuite de ces Principes pour ranger les Loix *Romaines* dans un ordre naturel, & pour les réduire en forme de Systeme. On tire de ces Principes les conséquences qui en résultent naturellement; on éloigne les Subtilités, les Fictions du *Code Justinien*, & en général toutes les matieres qui ne sont pas applicables à la Constitution de l'*Allemagne*; on décide les Questions problématiques & les Droits douteux qui se rencontrent dans les Loix *Romaines*, & on établit de cette maniere un Droit certain & universel pour toutes les Provinces de la Domination du Roi.

§. X X I I I.

17. LE ROI a pris de sages précautions pour mettre la présente Constitution sur un pied stable, & pour empêcher que par la suite du tems les Cours de Justice ne cherchent les moyens de l'altérer en tout, ou en partie.

Dans cette vûe il a été arrêté sous le bon plaisir de S. M., que de trois en trois ans on chargera un Mi-

nistre d'Etat de faire la visite de toutes les Cours de Justice, & d'examiner si le Plan de Sa Majesté y est exactement suivi, & si l'on observe dans les Procès l'ordre prescrit par ce Plan. Supposé que quelqu'un porte des plaintes contre les Juges, & qu'on les accuse de faire traîner les Procès, ou d'administrer mal la Justice, le Ministre d'Etat sera encore chargé de prendre connoissance des abus, & de les redresser. On sent bien que cette précaution est un moyen très-efficace pour inspirer aux Juges une attention continuelle à leur devoir, & une juste appréhension de s'en écarter.

§. X X I V.

18. IL EST FACILE de comprendre que le Plan général que l'on a formé pour abréger les Procès n'auroit pu être mis sur un pied solide & durable, si l'on n'avoit pensé en même tems à régler sur ce Plan toutes les différentes parties de la Procédure, & à retrancher sur chaque article ce qui pourroit tirer les affaires en longueur. Aussi n'a-t-on jamais perdu de vûe ce but dans les divers *Titres du Code-Frédéric*.

Comme il n'est pas possible de détailler ici tout ce qui a été ordonné en conformité, il faut se contenter d'en toucher les principaux Chefs.

I. LE CODE contient une Ordonnance particulière, qui détermine la manière dont les Affaires doivent être proposées & traitées dans les Cours de Justice. *Cod. Frid. Part. II. per tot.*

II. LE ROI a distingué par un autre Règlement les matieres qui sont du ressort des Cours de Justice des cas dont les Chambres de Guerre & de Domaine doivent prendre connoissance; ce qui prévient ces fréquents

quents Conflicts de Jurisdiction qui étoient aussi funestes aux Sujets qu'à la Justice.

III. LE CODE prescrit aux Juges inférieurs une Procédure abrégée, selon laquelle il ne faut que quelques Semaines pour terminer une affaire en première Instance. *Cod. Frid. Part. III. Tit. IV.*

IV. IL EST défendu de présenter à quelque Corps de Justice qu'il soit aucune Requête, qui n'ait été dressée de la manière prescrite au §. 9. *Cod. Frid. Part. III. Tit. VI. §. 2. & seq.*

V. CELUI QUI est condamné en deux Instances dans un Procès poursuivi au Possessoire très-sommaire, n'est plus reçu à se pourvoir en Complainte possessoire; il faut qu'il agisse pour le Pétitoire.

Il est aussi libre aux Parties de joindre, soit en demandant ou en excipant, le Pétitoire au Possessoire ordinaire, & la Partie contraire est tenue d'y répondre. Supposé qu'elle ne le fasse pas, le Juge est en droit de prononcer sur le Pétitoire, & même par défaut, selon les circonstances. *Cod. Frid. Part. III. Tit. VI. §. 20.*

VI. LES CITATIONS, & la manière dont elles doivent être signifiées, ont été réglées de façon qu'il n'est pas possible qu'il en résulte ni désordre ni retardement. *Cod. Frid. Part. III. Tit. VIII. & IX.*

VII. SI QUEL CUN, avant de contester en Cause, veut opposer l'Exception de Cause finie, il faut que les Juges en connoissent dans un bref délai; & s'il est débouté de son Exception, le Jugement est sans appel.

Il demeure cependant libre au Défendeur, lorsqu'il contestera en Cause, d'opposer de nouveau cette Exception, & d'autres Exceptions péremptoires. *Cod. Frid. Part. III. Tit. X. §. 10.*

VIII. ON A PRESCRIT d'une manière claire, circonstanciée, & propre à prévenir toute contestation,

ce que les Parties auront à observer lorsqu'elles seront obligées d'opposer l'Exception, qui contribuoit si souvent à faire traîner les Procès; savoir qu'il y a plusieurs personnes intéressées dans la Cause. *Cod. Frid. Part. III. Tit. X. §. 24.*

On a pris aussi de justes mesures pour empêcher que les autres Exceptions, par exemple, la *Déclinatoire*, celle de *Spoliation*, ou d'*Attentat*, ne puissent arrêter à l'avenir la décision de la Cause principale.

IX. ON A ABOLI l'usage de contester en Cause par des généralités, sans entrer au fond. Le Défendeur est tenu de répondre article par article à tous les chefs de la Plainte; & au cas que quelcun des chefs soit revêtu de différentes circonstances, il faut qu'il réponde séparément sur chacune de ces circonstances, & qu'il expose clairement & sans détour, en contestant la Cause, ce qu'il avoue, ou ce qu'il denie, soit par rapport au fait même, soit par rapport aux circonstances alléguées par le Demandeur. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XI. §. 3. 4.*

X. LE ROI a renouvelé toute la sévérité des Loix contre le Faux exposé, (*Pænas inficiationis*) & ordonné que les Parties & les Avocats, qui auront avancé des faits ou des circonstances fausses, & qui en seront convaincus, soient punis avec la dernière rigueur. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XI. §. 7.*

XI. LES DIFFICULTÉS qui se présentoient autrefois à l'occasion de l'Introduction d'Instance, de la Réconvention, de l'Intervention, & de la Reprise d'Instance, ont été décidées, & totalement retranchées, le Code prescrivant clairement la manière dont on doit procéder dans ces divers cas. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XII. XIII. XIV. XV.*

XII. TOUS LES différens Sermens connus au Barreau sous le nom de *Juramentum Calumnie*, *Appellationis*, *Revisionis*, *Malitiæ*, ont été abolis, à moins que

que le Juge n'ait des raisons particulières de déférer quelqu'un de ces Sermens à l'une des Parties; & en ce cas la décision sera sans appel. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XVI.*

Quand il paroît à la fin d'un Procès qu'un homme, malgré le Serment qu'il a prêté du contraire, n'a poursuivi une affaire que dans la vûe de diffamer, on procède extraordinairement contre le Calomniateur, pour crime de Parjure. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XVI. §. 8.*

XIII. IL EST CONNU que la manière de demander & de poursuivre les Défauts, & les Restitutions en entier qui en résultoient, contribuoient beaucoup à faire traîner les Procès. Pour obvier à ces inconvéniens le CODE-FRÉDÉRIC a déterminé d'une manière fort circonstanciée tout ce qui doit être observé à cet égard. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XVIII.*

(a) On y règle la manière dont le Défaut doit être proposé à l'échéance de chaque Assignation.

(*Ibid. §. 1. ad §. 10.*)

(b) Toutes les Décisions qui condamnent une Partie par Défaut dans la Cause principale ont force de Sentence rendue contradictoirement; de sorte qu'on ne peut en revenir ni par Opposition, ni par Restitution en entier.

Il demeure libre cependant à la Partie condamnée de prendre dans la Dixaine les voyes ordinaires d'Appel, & d'exposer avec la Cause principale les Excoines qui l'ont empêchée de comparoître; si l'empêchement est reconnu légitime, on lui remettra les fraix du Défaut.

(c) Si celui qui a été forclos par défaut d'une Preuve qu'il avoit à faire demande d'être relevé du défaut, ou restitué en entier, il en sera connu & décidé dans un court délai.

Toutes les fois que le Défaut est rabattu, ou le Défaillant restitué en entier, il est tenu, sous peine de forclusion, d'entamer en même tems sa Preuve, & de remettre sur le champ des Articles probatoires. (*Ibid. pag. 129. §. 10.*)

(d) Quand quelcun néglige de fournir sa Replique ou sa Duplique dans les Délais, il ne peut ni se relever du Défaut, ni se faire restituer en entier. Effectivement si l'on commet de pareilles négligences dans la première Instance, on peut encore les réparer, & déduire ses droits en seconde Instance; tout de même si la faute se fait en seconde Instance, on est à tems de la redresser à la troisième Instance; mais quand quelcun néglige de présenter ses Exceptions à la troisième Instance, on doit supposer naturellement que l'affaire a été suffisamment débattue dans les deux Instances précédentes. (*Ibid. pag. 129. §. 11.*)

(e) Il est défendu aux Avocats, sous peine d'amende, de proposer une Cause par Défaut, à moins qu'ils ne produisent en même tems l'Exploit de Signification. *Cod. Frid. Part. III. Tit. XVIII. §. 8.*

XIV. LES DÉLAIS ont été fort abrégés, attendu qu'un Avocat, qui a pris toutes ses informations de la manière portée ci-dessus, n'a guère sujet, ni occasion de demander un Délai. *Cod. Frid. Part. III. Tit. IX.*

XV. LE CODE-FRÉDÉRIC leve tous les Doutes qui peuvent survenir dans un Procès ordinaire, à l'occasion d'un nouveau fait, & les choses y sont réglées d'une manière que la Cause principale ne sauroit en souffrir aucun retardement. *Part. III. Tit. XX. §. 10. Tit. XXXV. §. 5. & seq.*

XVI. LE TEMS que les Parties employoient à faire

re leurs Preuves a été jusqu'à présent l'une des causes qui contribuoit le plus à faire traîner les Procès. Le Code a pareillement remédié à ce défaut en ordonnant :

- (a) Qu'on n'accordera jamais aucun Délai, c. à. d. de Délai ultérieur à celui qui est prescrit par le Code, pour commencer une Preuve; parce que l'Avocat doit tenir ses preuves prêtes avant que d'introduire l'Instance. (*dict. Tit. XXI. §. 2.*)
- (b) Qu'une Partie à laquelle on aura enjoint une Preuve, & qui aura interjeté Appel de la Sentence, sera tenue, sans préjudice de l'Appel, de faire la Preuve; bien entendu cependant que l'Enquête sera tenue secrète, & demeurera cachetée jusqu'à la fin de la seconde Instance. (*§. Ibid. §. 3.*)
- (c) Si quelcun appelle d'un Jugement par lequel la Partie contraire a été admise à faire sa Preuve, on ne laissera pas de procéder à la confection de l'Enquête de la même manière que dans le cas précédent. (*Ibid. §. 3. & 4.*)

Il a été statué encore, que dans les différends où il s'agit de prouver un fait, il doit être conclu en Cause par les Exceptions sans Ecritures ultérieures. (*Ibid. Tit. XXVIII. §. 73. p. 164.*)

XVII. AFIN QU'AUCUN subterfuge ni échappatoire ne puisse plus être mis en usage par rapport à l'audition des Témoins, on s'est cru obligé de régler ces Enquêtes pas à pas, & d'insérer dans toutes les Lettres de Commission qui s'expédient pour cet effet :

Que les Commissaires s'acquitteront dans un tems qui leur est fixé de la Commission dont on les charge, faute de quoi ils seront déchus de leurs Epices ou Honoraires. (*Code, Frid. Part. III. Tit. XXVIII. §. 38.*)

XVIII. IL Y AVOIT encore une autre chose qui caufoit autrefois des longueurs excessives dans les Procès ; c'étoit lorsqu'il falloit faire entendre des Témoins étrangers par Commission rogatoire. Le Juge auquel on s'adressoit pour cela étoit obligé de fixer un terme pour l'audition , & d'y faire citer la Partie contraire ; celle-ci étoit obligée, de son côté, d'établir sur les lieux un Mandataire qui étoit payé par celui qui poursuivoit l'Enquête. Le Juge se hâtoit rarement de faire sa Commission, & ne fixoit le terme qu'à sa propre commodité. La déposition des Témoins demouroit ainsi souvent dans l'oubli , parce que le Demandeur ne se pressoit pas de la lever ; desorte qu'il se passoit quelquefois des années entières avant que l'Enquête fût envoyée.

On peut voir à la Partie III. *Tit. XXVIII. Sect. X.* du CODE-FRÉDÉRIC les précautions qu'on a prises pour remédier à ces divers inconvéniens. Le Juge requérant y est chargé d'insérer expressément dans les Lettres rogatoires :

(a) Que le Juge requis est prié d'accélérer l'audition des Témoins, & d'envoyer leur déposition dans le terme de six Semaines ; attendu que selon la Constitution présente la Preuve est censée deserte après ce terme écoulé , & que par conséquent l'Enquête ne seroit plus d'aucune utilité. (b) Qu'il n'est pas nécessaire d'adresser une Citation à la Partie contraire pour venir voir jurer les Témoins, & qu'on s'en remet entièrement, pour l'Audition, à la droiture du Juge. (c) Qu'on promet d'acquitter les droits de Commission, d'Expédition, ceux des Avocats qui auront servi, aussi-bien que les fraix que les Témoins pourront avoir faits, ou pour le voyage, ou pour se nourrir, aussi-tôt qu'on en aura reçu la spécification. (d) Enfin qu'en pareille occasion on s'offre au récipro-

pro.

proque. (Code Frid. Part. III. Tit. XXVIII. §. 75. & 77.)

XIX. A L'EGARD DE l'Examen à futur, que les Jurisconsultes appellent *ad perpetuam rei memoriam*, on a levé tous les doutes qui rendoient autrefois cette Preuve si longue & si difficile, qu'il s'écouloit des années avant qu'elle pût être achevée. (Cod. Frid. Part. IV. Tit. XXVIII. Sect. XI.)

XX. ON A INSE'RE dans le CODE-FREDERIC divers Réglemens qui préviennent les chicanes dont on se servoit à l'occasion de la Preuve à faire par déclaration de Serment. Ces Réglemens portent :

1. Qu'il est permis de déférer le Serment dès le commencement du Procès, & par la Requête introductive. (Part. III. Tit. XXX. §. 2.)
2. Que lorsque le Serment est déféré à un Pupille, le Tuteur ou Curateur est obligé de le faire pour lui, & de prêter ce qu'on appelle en *Allemagne le Serment de Crédulité*. S'il le refuse, la Cause doit être jugée par Défaut, sauf au Mineur son recours contre le Tuteur ou Curateur. (Ibid. §. 6.)
3. Que la Formule du Serment doit être insérée dans la Sentence, avec toutes les qualités & circonstances relevantes. (Ibid. §. 10.)
4. Qu'il ne sera permis à qui que ce soit de décliner un Serment qui lui est déféré, sous prétexte de fournir des preuves d'un autre genre.
5. Que lorsqu'une Partie aura une fois accepté le Serment qui lui étoit déféré, il n'y aura plus lieu à la Révocation, non pas même sous prétexte qu'on craint le Parjure, (Ibid. §. 14. & seq.) à moins que les Indices du Parjure ne soient incontinent vérifiés. (Ibid. §. 16.)

6. Qu'un Serment une fois révoqué ne pourra plus être déferé dans la suite. (*Ibid.* §. 18.)
7. Qu'un Serment accepté doit être tenu pour prêté, lorsque l'Acceptant meurt avant la prestation effective. (*Ibid.* §. 28.)
8. Que celui qui a déferé un Serment n'est pas obligé de prêter lui-même ce qu'on appelle *Furamentum malitiæ* (*). *Cod. Frid. Part. III. Tit. XVI. §. 3.*
9. Que les Juges requis pour recevoir un Serment ne seront plus obligés de citer les Parties pour venir voir prêter Serment. (*Cod. Frid. Part. III. Tit. XXX. §. 29.*)

XXI. LE CODE-FRÉDÉRIC prescrit une méthode abrégée, & exempte de toute longueur, selon laquelle on doit procéder à l'Inrotulation, & à la Distribution des Actes, à dresser les Sentences, de même qu'à modérer & à taxer les Dépens, Dommages, & Intérêts. *Part. III. Tit. XXXV. XXXVI. XXXVII.*

XXII. COMME il étoit absolument nécessaire de déterminer les Cas où la voye d'Appel demeure ouverte ou fermée, on a eu soin de spécifier 1. la plupart des Causes où l'Appel ne doit avoir aucun lieu. (*Cod. Frid. Tit. XXX. §. 3.*) 2. Celles où l'Appel est à la vérité permis, mais sans arrêter l'exécution de la Sentence, & seulement *quoad effectum devolutivum*. (*Ibid.* §. 5.) Et enfin 3. celles où la troisième Instance doit être refusée. (*Tit. XL. §. 2.*)

XXIII. SELON L'ANCIENNE Constitution, lorsqu'une affaire étoit décidée, & qu'il falloit en venir à l'exécution, on voyoit naître ordinairement un nouveau Procès, qui emportoit quelquefois plus de tems qu'il

(*) C. à. d. d'affirmer, que ce n'est pas à mauvaise intention qu'il déferé ce Serment.

qu'il n'en avoit fallu pour vuidier la Cause principale. La Partie, que l'on contraignoit par voye d'exécution, ne manquoit jamais de se plaindre qu'on excédoit dans l'exécution ; sur-tout lorsqu'il s'agissoit de subhafter des Immeubles , il n'arrivoit presque jamais que celui dont le bien avoit été taxé ne se pourvût contre l'estimation qui en avoit été faite.

Le CODE-FRÉDÉRIC a retranché tout ce qui donnoit lieu à ces subterfuges, en ordonnant *Part. III. Tit. XLI.* :

1. Qu'il sera procédé à l'exécution des Sentences dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour qu'elles auront été rendues. (*Ibid.* §. 5. 17. & seq.)
2. Que le Juge qui ordonnera l'exécution sera tenu de spécifier dans son Decret, article par article, & avec toutes les circonstances convenables au sujet, tout ce que le Debiteur est obligé de faire, de tenir, de payer, ou de restituer. (*Ibid.* §. 6.)
3. Qu'aucune exécution ne pourra plus être suspendue par des Rescripts, ou par des Lettres moratoires, à moins que des raisons de la dernière importance ne demandent qu'on fasse une exception à la Loi. (*Ibid.* §. 7.)
4. Le Code prescrit d'une maniere circonstanciée comment on doit procéder à l'exécution sur les Effets mobiliers, (*Tit. XLI.* §. 28. & seq.) & sur les Immeubles. (*Ibid.* §. 37.)

Au dernier égard il a été statué en particulier, qu'il demeurera toujours permis au Debiteur de fournir lui-même une estimation du produit des Fonds qui doivent être subhastés, d'en spécifier les appartenances & dépendances, & d'en joindre la prisee.

Après que des Experts assermentés auront prisé un Bien

Bien à une certaine somme, il ne restera plus au Débiteur aucune voye pour revenir de cette estimation (*Ibid.* §. 43.); il pourra seulement se prévaloir, s'il le juge à propos, du droit de rachapt dans le terme respectif de six Semaines, ou de six mois. (*Ibid.* §. 58.)

Par ces raisons la restitution ne sauroit être accordée, ni pour cause d'âge, ni pour cause de lésion énorme, au préjudice d'une adjudication. (*Ibid.* §. 61.)

XXIV. ENFIN ON a traité séparément, dans le Livre IV. du Code, des affaires qui ne peuvent être poursuivies à la maniere des Procès ordinaires, & qui demandent une méthode de Procédure particuliere & abrégée. On y a été déterminé par la remarque que l'on a faite, que lorsque ces affaires se traitoient à la maniere des Procès ordinaires, comme cela arrivoit autrefois assez fréquemment, il en résulroit la plus grande de toutes les confusions. De ce nombre sont

1. Les affaires de peu de conséquence, qui ne montent pas à la valeur de 50. Risd. (*Cod. Frid. Part. IV. Tit. II.*)
2. Les Procès pour le Possessoire très-sommaire. (*Ibid. Tit. III.*)
3. Les Procès pour injures. (*Ibid. Tit. IV.*)
4. Les Procès poursuivis par le Fisc. (*Ibid. Tit. V.*)
5. Les affaires mises en Commission, & la maniere d'y procéder. (*Ibid. Tit. VI.*)
6. La maniere de tenter la voye d'Accommodement. (*Ibid. Tit. VII.*)
7. Les Procès entre les Seigneurs & leurs Sujets, entre les Propriétaires d'un Bien-fond & leurs Fermiers, entre des Mineurs & leurs Curateurs; les Procès encore qui naissent au sujet des bornes & limites &c. (*Ibid. Tit. VIII.*)
8. Les Procès de Concours. (*Ibid. Tit. X.*)

§. X X V.

IL NE reste plus qu'à faire voir par une juste répartition de l'année au-delà de laquelle un Procès ne doit pas être prolongé, qu'il est non-seulement possible de le finir dans ce terme, mais que d'ailleurs personne n'a aucun sujet de se plaindre, qu'on précipite & qu'on étangle en quelque manière les Affaires pour les finir plus promptement.

§. X X V I.

LE TEMS que le Demandeur employe à préparer son Action de la manière portée par le CODE-FREDERIC, étant à sa discrétion, ne fait point partie de l'année dont il s'agit.

§. X X V I I.

ON ACCORDE au Défendeur, s'il ne peut être plutôt prêt, un tems de trois mois, y compris les prorogations de Délais, pour donner à son Avocat les informations nécessaires, & pour fournir ses Exceptions.

Or comme ce n'est que par les Exceptions qu'une Cause est pour ainsi dire liée, & que par conséquent le Procès & l'année au-delà de laquelle il ne doit pas durer, ne commencent à courir que du tems où la Cause a été contestée; il résulte naturellement de-là, que le tems aussi qui s'écoule depuis que l'Action est intentée jusqu'au tems où elle est contestée, n'est pas compris non plus dans l'année dont il s'agit.

§. X X V I I I.

§. XXVIII.

ON NE compte donc pour la premiere Instance que le tems que demandent les Repliques & les Dupliques. Pour les préparer on accorde deux mois au Demandeur, & autant au Défendeur, y compris cependant les prorogations de Délai.

Au moyen de ces arrangemens, une Cause peut être suffisamment instruite en premiere Instance dans un terme de quatre mois, qui se comptent depuis le jour où la Cause a été contestée jusqu'à la Sentence définitive.

§. XXIX.

LE ROI a accordé pour la seconde Instance quatre à cinq mois, dont voici la répartition. Il faut que l'Appel soit interjetté dans le terme de dix jours, & justifié dans l'espace de quatre Semaines. On accorde trois mois aux Parties pour fournir leurs Réponses, Repliques, & Dupliques; &, en supposant encore que l'on accorde à chaque Partie une huitaine de prorogation de Délai, tout cela pris ensemble ne fait que cinq mois.

Au reste, on n'a besoin de ce terme de 4 à 5 mois que dans les Cours de Justice qui ne sont composées que d'un seul Sénat. La Procédure est beaucoup plus abrégée dans les Lieux où il y a deux Sénats, comme en *Poméranie*, dans la *Marche Electorale*, à *Magdebourg*, en *Silésie*, à *Clèves*. Dans ces Endroits-là, quand un Appel est interjetté dans la Dixaine, & justifié dans le terme de quatre Semaines, le premier Sénat envoie les Actes du Procès, sans aucune formalité, au second Sénat, qui les distribue incontinent. S'il est reconnu par les Actes antérieurs que les griefs
de

de l'Appellant ne sont pas fondés, on confirme, sans autre procédure, la première Sentence, en alléguant les raisons qui y déterminent ; desorte qu'alors la seconde Instance est finie au bout de deux mois.

Au contraire, quand les griefs de l'Appellant sont jugés relevans, on communique par un Interlocutoire le relief ou la justification d'Appel à l'Intimé, avec ordre aux Parties de fournir de quinzaine en quinzaine, ou de quatre en quatre Semaines, les Pièces d'Ecriture requises ; desorte que, même dans ce dernier cas, la seconde Instance doit être terminée au bout de quatre ou cinq mois, tout au plus.

Il faut même remarquer, qu'en supposant qu'au moyen de ces divers Délais un Procès peut durer quatre ou cinq mois en seconde Instance, on met les choses au pis aller, la plupart des Avocats n'ont pas besoin de si longs termes. Effectivement l'Avocat étant obligé de s'informer très-exactement de la nature & des circonstances d'une affaire avant que d'entamer le Procès, & pouvant ainsi l'éclaircir parfaitement dès la première Instance, il n'a besoin ni de faire d'amples Ecritures, ni de demander aucune prorogation de Délai dans la seconde Instance.

A quoi il est bon d'ajouter, que par rapport aux faits qui gisent en preuve, on est tenu de conclurre en Cause par les Exceptions ; desorte qu'en pareil cas on n'admet que deux Pièces d'Ecriture.

§. X X X.

ON ACCORDE aux Parties trois mois pour l'Instance de Révision, qui est la troisième & dernière.

Le Demandeur en Révision a dix jours pour déclarer qu'il veut se pourvoir en troisième Instance, & quatre Semaines pour fournir ses moyens de Révision. Le Défendeur en Révision est tenu de répondre

dre dans quatre autres Semaines; après quoi les Actes sont clos, aucune Pièce ne pouvant être admise après la Réponse aux moyens de Révision. Il paroît par ce détail que la troisième Instance peut être terminée très-commodément dans un terme de trois mois.

§. XXXI.

Cependant le Plan que l'on vient de tracer suppose nécessairement deux choses. La première, c'est que les Avocats soient des gens d'honneur & de probité, qui aient de la conscience, qui ne soient pas dominés par un vil intérêt, qui fuyent les Compagnies joyeuses, où plusieurs d'entre eux perdoient autrefois les après-dînées entières, & qui donnent en un mot tout leur tems & toute leur attention aux affaires qui leur sont confiées. Il faut en second lieu que les Conseillers soient des gens entendus & diligens, qui soient en état de dresser leurs Rapports dans l'espace de huit à quinze jours, & de les munir des Raisons pour & contre.

§. XXXII.

IL FAUT avouer que les Cours de Justice établies par le Roi ont si bien pris l'esprit de ce Plan, & se sont tellement accoutumées à le suivre, que les Procès sont parfaitement conduits & terminés en conformité; jusques-là qu'il ne survient à cet égard ni doute, ni plainte.

§. XXXIII.

IL EST néanmoins très-facile de comprendre, qu'il peut se présenter des cas & des circonstances où il est de toute impossibilité de finir un Procès dans un an; par

par exemple, s'il falloit faire entendre des Témoins à *Batavia*, ou si l'on vouloit obliger, (comme le cas s'en est présenté) un Officier des Troupes du Roi qui est allé faire des Recrues dans les Pais étrangers, sans que l'on sache où il est actuellement, de fournir au tems marqué quelque Tître ou Document. Mais la saine Raison enseigne que la Loi ne s'étend jamais à ces cas où il est absolument impossible de remplir les conditions qu'elle prescrit.

Comme de pareils cas sont extrêmement rares, & qu'il s'en présentera à peine deux ou trois exemples dans une Cour de Justice, aussi n'empêchent-ils pas que la Règle générale ne demeure dans toute sa force; savoir que tous les Procès peuvent & doivent être terminés dans le cours d'une année.

§. X X X I V.

ON M'OBJECTERA peut-être, que le Plan qui vient d'être exposé seroit praticable, si les Procès n'étoient instruits par les Avocats que dans la vûe d'obtenir une Sentence définitive, & si les Juges aussi prononçoient d'abord définitivement sur le fond des affaires; mais que comme il survient souvent divers Incidens qui arrêtent le cours de la Cause principale, il semble qu'une année ne suffit pas pour finir les Procès.

Je répons

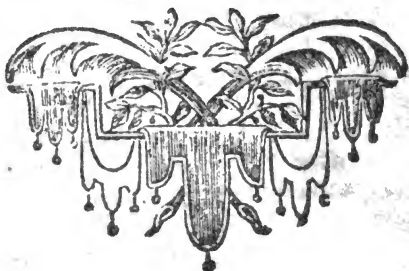
1. Qu'il est difficile qu'il survienne des Incidens, lorsque les deux Avocats ont eu soin de s'informer dès le commencement, & de la maniere qui leur est prescrite, de toutes les circonstances d'une affaire dont on veut les charger, & qu'ensuite ils

ils forment leurs Demandes & leurs Exceptions sur les instructions qu'ils ont reçues.

2. Il est constant que les Avocats se gardent bien de former mal à propos de pareils incidens, parce que les incidens qu'ils auroient pu prévenir, par de bonnes informations prises dès le commencement, les exposent non-seulement à perdre leur salaire, mais encore à encourir une amende de 5. Risd.
3. Lorsque, malgré toutes ces précautions, il survient effectivement un Incident, on demande par une Remontrance verbale que les Parties soient entendues sur cet article, & le plus souvent l'Incident est réglé à la première Audience.
4. On a déjà remarqué que la plupart des Avocats ne se prévalent pas des longs délais qui ont été accordés pour une première & seconde Instance. Souvent un Avocat qui est honnête homme, & qui voit qu'il seroit superflu de réchauffer en seconde Instance ce qui a été bien digéré dans la première, s'en remet uniquement aux Actes; de sorte que les Incidens qui surviennent ne causent ni changement ni retardement par rapport à l'affaire principale.
5. D'ailleurs une foule d'affaires, qui ne sont pas de grande conséquence, ne se traitent pas en Procès par écrit; mais on renvoye les Parties dans les deux premières Instances à fournir de trois en trois, ou de huit en huit jours, ou de quinze en quinze, des Mémoires pour tenir lieu de Plaidoyer verbal.

§. X X X V.

IL FAUT avertir en finissant, que l'exécution de ce Plan dépend principalement d'une dextérité & d'un certain savoir faire que l'on n'acquiert que difficilement, si l'on ne voit de ses propres yeux la maniere dont il est exécuté, & si l'on ne s'y exerce en mettant soi-même la main à l'œuvre.







xx
B12

BIBLIO
Vittor